

Xavier Raufer

“Les bandits ne s’arrêtent que quand on les arrête...”



Xavier Raufer est directeur d'études au département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines à l'université Paris-II-Panthéon-Assas. Derniers ouvrages parus : « Quelles guerres après Oussama Ben Laden ? » (Plon, 2011) et « Les Nouveaux Dangers planétaires » (CNRS Editions, « Biblis », 2012). Site internet : www.xavier-raufer.com

Été chaud à Amiens, règlements de comptes à Marseille, ce qui se passe actuellement en France ne relève pas que du maintien de l'ordre. Pour traiter ces problèmes, explique en substance le criminologue Xavier Raufer, il faut que le gouvernement établisse des structures de renseignement, qu'il ait une stratégie claire, qu'il opère des arbitrages, et qu'il prenne enfin conscience de l'inanité du politiquement correct en matière de sécurité.

PROPOS RECUEILLIS PAR **PATRICE DE MÉRITENS**

Comment analysez-vous les événements de Marseille, et la façon dont ils sont gérés par le pouvoir politique ?

Xavier Raufer – « *Gouverner, c'est prévoir* », disait Emile de Girardin. Il faut constamment avoir un coup d'avance, sinon on est condamné à coller des rustines sur un bateau qui coule.

Avant de parler spécifiquement de Marseille, envisageons notre situation globale en matière de sécurité. À l'horizon maîtrisable des années 2013-2020, deux séries d'événements touchant le terrorisme et l'évolution du marché de la drogue vont entraîner des modifications profondes dans le paysage criminel mondial :

Pour la première fois depuis les années 1960, le terrorisme se rétracte en Europe. De 600 à 700 attentats annuels commis entre 2005 et 2007 comptabilisés par Europol on est passé à 174 en 2011, dont 158 pour la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France. Le terrorisme a donc quasi disparu dans 24 des 27 pays de l'Union européenne. Fin 2012, cette baisse sera plus marquée encore, l'ETA ayant renoncé à la lutte armée : sans doute une centaine d'attentats en moins. En Irlande du Nord subsistent d'ultimes « derniers des Mohicans ». Quant à la France, elle est surtout touchée par les attentats racket de Corse. Rien de politique, donc. Pour ce qui est du terrorisme islamiste, là encore, spectaculaire effondrement : en 2009, un seul attentat pour toute l'Union européenne, 3 attentats en 2010 – aucun en 2011.

C'est normal : plus un terrorisme dure, plus il éprouve des difficultés à se régénérer, et plus la police sait le combattre. Les Etats-Unis ont trouvé une parade efficace avec les drones qui liquident avec précision les *ihadis* les plus virulents. Songeons ici au trait d'esprit du regretté Alphonse Allais : « *Plus cela ira, et moins il y aura de centaines à avoir connu l'Empereur !* »

Le problème crucial est donc désormais celui de la sécurité d'un monde en crise, soumis à de fortes tensions criminelles. Or là aussi, les évolutions sont spectaculaires : dans les pays européens les plus touchés par la drogue – Grande-Bretagne, Danemark, Pays-Bas, Italie, Espagne – se constate une chute marquée de la consommation chez les toxicomanes les plus jeunes. De 2010 à 2011, la cocaïne en Grande-Bretagne a chuté de 24 % chez ses plus gros usagers. Kétamine (stupéfiant chimique) : – 18 %. Cannabis : – 7 %. Dans la catégorie des

11-15 ans (écoliers et lycéens), à la question posée lors d'une enquête : « *Avez-vous un jour fumé un joint ?* », les ados et pré-ados britanniques répondaient « *oui* » à 40 % en 2001 – il n'y en a plus que 22 % en 2011. Pourquoi ? Les jeunes ont leur téléphone portable, s'informent par eux-mêmes sur les réseaux sociaux. Fini la morale des parents ou du curé. Quasi en direct sur YouTube, ils voient mourir Amy Winehouse, Pete Doherty se transformer en zombie, Whitney Houston périr d'une overdose.

Tout cela, les ados – l'avenir du marché des stupéfiants ! – en ont peur. Ils ont une conscience « verte », et désormais, toute cette chimie glauque les repousse. Sur la toile, ils trouvent aisément la formule chimique d'un cachet d'ecstasy : il y entre pour un tiers de liquide à déboucher les toilettes ; le haschisch du Maroc est arrosé de violents pesticides – et tout à l'avenant... Résultat : la drogue, gagne-pain essentiel du monde criminel depuis plus de soixante-dix ans, est en déprime. Avec des conséquences énormes pour les bandits. Pour le seul cannabis, marché estimé à 175 milliards de dollars par l'ONU, 30 % de consommateurs en moins feraient un trou de 50 milliards de dollars dans la caisse des trafiquants. Du coup, les malfrats s'entretient désormais pour des territoires et des débouchés. La guerre de la kalachnikov à Marseille en est un indice. Souvenons-nous aussi que le milieu criminel est composé de fauves ; un chef de meute nourrit les autres. Qu'il échoue et il est dévoré. D'où le début d'une migration des criminels les plus malins d'un marché qui déprime vers d'autres, plus juteux. Pour les contrefaçons dangereuses (médicaments, aliments, cosmétiques, pièces détachées, etc.), 250 milliards de dollars selon les chiffres de l'ONU – contre 320 milliards pour les stupéfiants... C'est dire l'importance croissante de ce nouveau marché. On observe par ailleurs la migration de la criminalité réelle vers la criminalité virtuelle, du braquage de la banque au cybercrime – les braquages ne rapportent plus rien, et sur internet, on gagne des millions – sans risque.

Tel est le panorama de la criminalité que le nouveau gouvernement, sans grande vision stratégique, n'a pas encore pris en compte. En France, l'appareil d'Etat, fort ancien – c'est même, et de loin, le plus vieux d'Europe – continue surtout à prolonger les courbes en matière de terrorisme. L'administration peine à changer d'ennemis, à sortir du train-train quotidien... On aurait espéré que des gens nouveaux – « *Le changement, c'est maintenant !* » – montreraient une réactivité plus grande. Hélas, tel n'est pas le cas. On assiste même à la démolition d'initiatives positives comme la création de la section de criminologie au Conseil national des universités. Rien à voir avec un repaire de militants UMP, il y avait en son sein nombre de gens de gauche intéressés par cette discipline. Le premier acte notoire de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, fut d'annuler la section de criminologie début août, entre le ravage d'Amiens et les tueries à la kalachnikov de Marseille. Affligeant.

Que proposez-vous concrètement ?

Tout comme les vigies guettent l'approche de l'ennemi sur les mâts de misaine, il faut établir d'urgence un centre de détection et de prévision des risques criminels

“Nous savons presque tout sur les « jihadis », mais demeurons démunis face aux voyous”


ne s'arrêtent que quand on les arrête...”



auprès du gouvernement – quel qu’il soit. Car les narco-trafiquants, touchés par la déprime de leur marché, ne vont pas aller travailler en usine. Ils vont se ruer sur d’autres « métiers criminels ». Pour résoudre à temps cet effet de déplacement, il faut coller aux nouvelles réalités criminelles. **Inutile, dans ce contexte, de gloser plus avant sur la proposition d’intervention de l’armée émise par Samia Ghali, sénatrice socialiste de Marseille ?**

Cette dame a voulu faire parler d’elle, c’est humain. Mais en réalité, il s’agit ici du monde criminel, non

d’une guérilla, moins encore de la bataille d’Alger. Alors que le renseignement intérieur français a remporté de grands succès contre le terrorisme, il peine face au crime faute de dispositif spécifique : nous savons presque tout sur les *jihadis*, mais demeurons démunis face aux voyous. Depuis les premières violences urbaines, en 1979, tous les types d’exactions ont été commis : voitures incendiées, arbres abattus, braquages, caillassages des pompiers et du Samu, attaques frontales contre des commissariats, etc. Or, chaque fois, le gouvernement a semblé tomber de l’armoire en apprenant la nouvelle. Au point que depuis un quart de siècle, les discours politiques post-exactions sont devenus un genre discursif ! Tel est notre durable aveuglement dans cette affaire. Pour ce qui est de l’action de police – je ne parle même pas de la justice –, l’essentiel n’est pas perçu. Les violences urbaines concernent les mêmes zones hors contrôle et, peu ou prou, les mêmes individus. Vingt-six départements métropolitains sont concernés. Imaginons (l’étude a été faite voici une décennie dans le Val-de-Marne) que 17 passages devant la police et la justice définissent l’appartenance au noyau dur des malfaiteurs. Pour le Val-de-Marne, cela faisait moins de 50 individus. Au niveau national, donc, moins de 3 000 individus, en y incluant leurs proches complices. Clandestins ? Non. Célèbres, même ! ...

30 août, scène de crime à Marseille. La police scientifique recueille les indices sur les lieux d’un règlement de comptes. 

“Chaque déclaration de Mme Taubira donne des ailes aux malfrats”



16 août, Manuel Valls sur le parvis de l'hôpital d'Aix.

Le ministre de l'Intérieur est venu au chevet de fonctionnaires de police agressés lors d'une arrestation mouvementée : « Il est inadmissible de s'en prendre à des policiers qui font leur travail... A l'un d'eux, gravement blessé et opéré demain, je voulais dire toute ma confiance et mon soutien. »

... Lorsqu'ils arrivent au commissariat : « *Encore toi, Momo !* » Les brigades anticrime des départements chauds vous en récitent la liste par cœur. De ces noyaux durs, pas un seul dans la Creuse, le Cantal, les Ardennes, mais 150 individus cruciaux à Marseille ou dans le Nord, 200 en Seine-Saint-Denis, 30 à 50 dans les 23 autres départements. Pas des petits charpenteurs, mais ceux que la criminologie du XIX^e siècle a joliment appelé les « *criminels d'habitude* » : braqueurs, dealers, etc. Que le ministre de l'Intérieur exige des préfets concernés la liste de ceux passés plus de 15 fois devant la police et la justice et il aura en main tout le nécessaire pour agir. Par exemple, la préfecture de police de Paris dispose d'une telle liste d'individus arrêtés et condamnés plus de 50 fois. Ces individus doivent être ciblés et, dans le strict respect de l'Etat de droit et des codes en vigueur, sanctionnés à la moindre incartade. Or, pendant ce temps-là, Mme Taubira parle de vider les prisons ! On marche sur la tête !

“En matière de crime, les mêmes individus commettent une majorité des infractions”

Pourquoi le nécessaire n'est-il pas fait ?

Impossible en France de résoudre les problèmes quand l'Administration renâcle. Additionnez les juges et travailleurs sociaux gauchistes, la presse bobo anarchisante... Sarkozy lui-même n'y est pas arrivé. Et puis, il y a les lubies politiques. La politique de la Ville, par exemple, est un monstre qui coûte des dizaines de milliards d'euros pour rien. A l'avènement de cette politique, dans les années 80, on affirmait qu'elle allait rétablir la paix dans les cités et enrayer la montée du Front national. On voit le résultat... Le plan Borloo, voté en 2004, pour la construction de 200 000 logements locatifs sociaux, 200 000 réhabilitations ou restructurations et 200 000 démolitions de logements vétustes aura coûté 42 milliards d'euros, pour des quartiers toujours autant ravagés par la criminalité : des voyous habitent désormais des logements neufs, tandis que les citoyens honnêtes restent sur d'interminables listes d'attente. Or, ce n'est pas parce que les malfrats des cités auront de jolies maisons qu'ils arrêteront leurs activités. Preuve : le Mas du Taureau, à Vaulx-en-Velin, dans la région lyonnaise. Un rêve d'urbaniste : maisons de trois étages, jardins avec de belles pelouses... Et c'est là qu'en octobre 1990 ont eu lieu les pires exactions de l'histoire des violences urbaines ! Lier la délinquance à l'architecture est donc une idiotie. On est encore dans la culture de l'excuse : les gens sont malheureux, *donc* ils deviennent des criminels ; ils sont victimes de discriminations et souffrent d'un manque d'estime de soi, *donc* ils s'emparent de kalachnikovs... Or, les socialistes sont souvent dans cette ligne de pensée. Il faudrait que le nouveau gouvernement soit capable d'une véritable révolution copernicienne pour qu'il convainque son administration de l'inanité du politiquement correct en matière de sécurité publique.

Vœu pieux de votre part, puisque c'est précisément sur ce fonds idéologique que la victoire a été obtenue à la présidentielle...

Le problème est que l'Elysée comme Matignon laissent à ce jour M. Valls et Mme Taubira aller dans des directions contraires et sans doute irréconciliables. En politique, il faut faire des choix, opérer des arbitrages et s'y tenir. Or, on est dans le flou... Il a fallu une situation intenable à Marseille pour que le directeur de la Sécurité publique soit changé. Et ce n'est à l'évidence pas sous le feu des événements que l'on conçoit une stratégie. Il faut un projet, une vision, une doctrine, une politique pénale ; ainsi, on ne peut qu'espérer que le gouvernement mette enfin tout le monde en ligne, sous peine de drame.

Reste à savoir en faveur de qui seraient rendus les arbitrages ?

Compte tenu de l'actuel état du ministère de l'Intérieur, je crains que Manuel Valls ne soit en train de taper sur un âne – son ministère – qui n'en peut plus. Quant à Christiane Taubira, je l'ai dit et ici, je persiste : chacun de ses propos publics fait sur les malfaiteurs l'effet d'une dose d'hormones de croissance. Quand la garde des Sceaux annonce qu'on va vider les prisons, elle donne des ailes aux voyous des cités. En France, le sentiment d'impunité s'est récemment développé sur un fait objectif : 60 000 à 80 000 peines

s'arrêtent que and on les arrête...”

non exécutées. Des bandits condamnés à la prison ferme sortant libres du tribunal, affublés parfois d'un petit bracelet. Des voyous à qui nous parlons (car tel est le triste lot du criminologue...) sont sidérés : « *Ils sont ouf, mon frère, il devrait être en prison ! Il prend une peine ferme et il sort du tribunal comme ça !* » Ou quand les bandits eux-mêmes « *n'ont plus confiance en la justice de leur pays* »...

Or, au fond, la sécurité est simple. Pour les citoyens, c'est rentrer chez soi sans retrouver le lendemain sa voiture brûlée. C'est envoyer la petite chercher le pain sans qu'elle se fasse courser dans la rue. Mais voici que la criminalité gagne les bourgades, où elle était inconnue auparavant. On braque à Lunéville et même à Coudekerque-Branche (Nord, moins de 25 000 habitants !) en août, la bijouterie y a été attaquée deux fois ! La criminalité sort des cités chaudes où elle bouillonnait depuis trente ans. Quant à la criminalité spécifique de certains nomades, elle relève d'un problème sécuritaire continental : c'est une question sociale européenne. Or, là non plus, pas de vision globale, pas de cohérence.

Pour autant, diriez-vous que les règlements de comptes entre malfrats à Marseille pourraient présenter quelque avantage ?

Pour le policier de base, c'est comme les soldes dans le petit commerce : si ça ne gagne pas, ça débarrasse ! Mais on s'en réjouirait à tort, car le monde criminel est de nature darwinienne – *survival of the fittest* : seuls les mieux adaptés survivent. Quand un bandit est tué, il est d'usage que ce soit par un individu plus dangereux encore.

Pour conclure, j'insiste sur le fait que la régularité, la gravité persistante de nos violences urbaines, de notre banditisme des cités, n'existent pas ailleurs en Europe. A l'été 2011, il y a bien eu une éruption violente en Grande-Bretagne, mais c'était la première depuis 1986. Pourquoi ? Au fil des années, j'ai interrogé des patrons de Scotland Yard et de la police fédérale allemande sur leurs façons d'agir. Leur réponse a été claire : on demande audience au Premier ministre ou au chancelier, on explique, une réunion interministérielle est convoquée, des décisions sont prises et le problème est réglé dans les trois ans. Rien de tel en France, où l'on demeure stratégiquement inerte. Les événements survenus à Marseille, de même que les violences urbaines devraient relever d'abord du renseignement criminel, avec détection et interpellation de quelques individus dangereux, dès qu'ils passent à l'acte.

Exemple ? Voici quelques années, dans un département de la grande couronne, le nombre d'infractions graves chute brutalement de 50 %. Ebahissement général. Le procureur et le commissaire de police n'ont pas changé. Mais deux frères chefs de bande s'étaient simplement tués à moto. Résultat, 50 % d'infractions en moins. Dès lors que l'on mettra de tels malfrats hors d'état de nuire, la criminalité baissera vite et fort. Les criminologues savent – et peuvent prouver – deux réalités à la fois simples et fortes :

- en matière de crime, les mêmes individus commettent une majorité des infractions
- les bandits ne s'arrêtent que quand on les arrête...

■ PROPOS RECUEILLIS PAR **PATRICE DE MÉRITENS**

Alain-Gérard Slama

Le retour de la morale d'Etat ?



Dans un essai publié en 1977, qui vient d'être traduit en français, l'historien américain Christopher Lasch, mort en 1994, raconte que des lycéens, consultés sur le point de savoir comment sanctionner un élève surpris en train de fumer dans les toilettes, furent quasi unanimes à estimer que l'affaire relevait de la compétence du psychiatre de l'école *. On n'allait tout de même pas administrer à ce pauvre garçon une sanction qui lui eût infligé une vexation d'amour-propre ! A l'appui de cette anecdote, Lasch, critique féroce des médias de masse, s'en prenait à l'idéologie d'une société sans obligation ni sanction véhiculée par les bobos de la côte Est. A la faveur de la désintégration des familles, l'Etat s'était substitué à l'autorité parentale défaillante et avait accru son emprise sur les esprits. Son intervention aurait pu être bénéfique. Mais dans un milieu totalement démoralisé, les politiques publiques américaines bornèrent leur action à la diffusion de cautères psychologiques destinés à remédier aux traumatismes des individus et à faire leur bonheur contre eux-mêmes, à grand renfort de psychologues sociaux, là où il aurait fallu éduquer des personnes responsables. Cinquante ans après, en France, le ministre de l'Education, M. Vincent Peillon, se trouve confronté à un problème du même ordre. Se référant à Jules Ferry, il voudrait instaurer, à partir de la rentrée 2013, l'enseignement à l'école d'une « *morale laïque* » plus large, dit-il, que l'instruction civique, et incluant « *toutes les questions que l'on se pose sur le sens de l'existence humaine, sur le rapport à soi, aux autres, à ce qui fait une vie heureuse ou une vie bonne* ». Le besoin en est réel. Mais le danger ne l'est pas moins : car il ne s'agit plus aujourd'hui d'alphabétiser des générations qui ont une éthique, comme aux débuts de la République. Jules Ferry pouvait en son temps demander aux instituteurs, d'un côté de respecter la conscience des enfants, et de l'autre, de les éveiller aux valeurs universelles, en parlant « *hardiment* ». Les familles d'aujourd'hui sont plus proches de celles que vise Lasch : plus elles sont déstructurées, plus elles sont vulnérables. Le ministre entend se garder, dit-il, de confondre morale laïque et ordre moral. Mais il parle de « *redressement intellectuel et moral* », comme l'ont fait tous les régimes – y compris Vichy – qui ont voulu imposer une morale d'Etat. Or, les jeunes de 2012 ont surtout besoin d'apprendre la laïcité, et cet enseignement ne passe pas par l'édiction, d'en haut, de ce qui est bien et de ce qui est mal, mais par l'éveil en chacun, comme le voulait Jules Ferry, de la conscience du bien et du mal, ce qui n'est pas du tout la même chose. Il passe aussi par le respect de la séparation entre l'espace public et la sphère privée, qui est l'affaire de professeurs d'éducation civique, et non de maîtres chargés de leur inculquer la morale du pouvoir.

* Christopher Lasch, *Un refuge dans ce monde impitoyable. La famille assiégée*, présenté et traduit par Frédéric Joly, Editions François Bourin.

*Le besoin
est réel.
Mais le danger
ne l'est pas
moins...*